

SUPREMO CONSEJO DEL GRADO 33º Y ÚLTIMO DEL R.:E.:A.:A.: PARA ESPAÑA



4 de Julio de 1811

BREF COMPTE RENDU DE L'HISTOIRE DU SUPRÊME CONSEIL

Au début de 1811, le Marquis de Clermont-Tonnerre, comme membre du Suprême Conseil de France, a formé en Espagne des “Corps Philosophiques” qui ont travaillé jusqu'au XXXIIème Degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Le 4 juillet de 1811, avec La Patente envoyée à ce propos par le Suprême Conseil de Charleston (Carolina du Sud), duquel il comptait parmi ses fondateurs, le Comte de Grasse-Tilly, a régulièrement constitué le Suprême Conseil du 33º Degré pour l'Espagne et ses Dépendances, et l'!.: et P.: Frère Miguel José d'Azanza en a été nommé Grand Souverain Commandeur.

Les membres du Suprême Conseil, pendant la première réaction absolutiste de Fernando VII, n'ont pas interrompu les “travaux maçonniques” en Espagne, se réunissant clandestinement et cultivant leur persistance dans la reconquête des libertés.

La Rébellion militaire qui s'est initié à Cabezas de San Juan, a obligé Fernando VII à rétablir la Constitution de 1812. Ainsi, la Maçonnerie s'est trouvé dans un cadre tranquille qui a favorisé son libre déroulement et son expansion. Le Souverain Grand Commandeur Agustín Argüelles, qui était aussi le Grand Maître du Grand Orient d'Espagne, a laissé sa charge et a été remplacé par l'!.: et P.: Frère Antonio Pérez de Tudela.

Après l'invasion de l'Espagne par les armées françaises, en vertu des accords de la Sainte Alliance, une nouvelle réaction absolutiste est survenue en 1823, le Souverain Grand Commandeur et quelques autres membres du Suprême Conseil ont dû se réfugier en Angleterre, où ils ont trouvé la généreuse hospitalité de la Maçonnerie anglaise. La répression de Fernando VII a eu des conséquences terribles; la Cellule Royale envoyée des bains de Sacedón, le 1 août 1824, considérait "*infraction contre sa majesté*" le fait d'être maçon; tout en encourageant les délateurs, parce que la déclaration malintentionnée d'une « *personne digne de crédit* » était considérée suffisante. L' Ordre Royale du 9 octobre 1824, a condamné à la peine de mort et à la confiscation des biens à tout ceux qui étaient reconnus comme maçon ou coparticipants; considérant les deux, comme « *ennemis de l'autel et du trône* ». Entre les victimes de la cruelle répression, qui furent des milliers, figurent les généraux Juan Martín Díez, "El Empecinado"; José María de Torrijos y Uriarte; et le Comte de Lacy; tous les trois exécutés avec déshonneur.

Vers la fin de 1829, ont quelque peu cessé les persécutions et le Souverain Grand Commandeur, l'infant D. Francisco de Paula de Bourbon, a regroupé les Loges de Perfection et les Chapitres. En 1833, après la mort de Fernando VII, la Reine María Cristina a commencé à agir comme Reine Gouvernante, et ont pu retourner en Espagne beaucoup des membres du Suprême Conseil qui avaient opté pour l'exile.

Enfin, en 1843, après tant de persécutions, on a pu réorganiser la Maçonnerie espagnole, et ont pu être constitués plus de 300 Loges. En 1846, l'infant Francisco a dû s'expatrier pour se libérer des persécutions promues par le général Ramón María Narváez et le front clérical plus conservateur. Avec la révision du Code Pénal en 1848, suivant l'article 202, la Maçonnerie et ses affiliés étaient aussi punis, ce fait n'étant, toutefois pas, mentionné d'une manière concrète; et ce fait a propicé une plus grande insécurité juridique. A partir de 1856, de nouveau, la Maçonnerie espagnole a été poursuivie; jusqu'au point où elle a été obligée d'agir clandestinement. Ni le Suprême Conseil, ni le Grand Orient ne purent développer leurs travaux; et les îles Philippines se remplirent de maçons exilés par Narváez.

La Révolution de septembre 1868, nommée « La Glorieuse », qui a détrônée la Reine Isabel II et qui fut le début de la Période des Six ans Démocratique (1868-1874), a permis, à la Maçonnerie espagnole et le Suprême Conseil, reprendre leurs activités. Le Suprême Conseil était alors présidé par la T.:I.: & P.: F.: Carlos Celestino Mañan y Clark. Des F.: proéminents comme les généraux Francisco Serrano, Juan Prim i Prats, le Duc de la Torre, le Comte de Reus; et les politiciens Manuel Becerra, Práxedes Mateo Sagasta, Nicolás María Rivero et Juan Moreno, qui ont été plusieurs fois députés et ministres, figuraient dans les Corps Philosophiques.

Au mois d'octobre de 1868, le Suprême Conseil a présenté au Gouvernement Provisoire un « programme législatif d'inspiration maçonnique », contenant quatorze propositions, lesquelles qui, entre d'autres réformes, incluaient les suivantes : liberté de cultes, suppression des ordres religieuses, sécularisation des cimetières, sujétion du clergé au service militaire, mariage civil, etc. Le programme a mérité d'être considéré par le Gouvernement.

Peu avant la monarchie saboyenne, et profitant de l'absence temporaire du Souverain Grand Commandeur Mañan, plusieurs membres du Suprême Conseil ont élu comme Souverain Grand Commandeur le F.: Manuel Ruiz Zorrilla. La scission produite dans le Suprême Conseil comme conséquence de ces faits, a été à l'origine d'une grande confusion dans la Maçonnerie espagnole. Pour y remédier, on a fait appel au grand esprit maçonnique des F.:s Mañan et Zorrilla, qui ont répondu à la demande en termes fraternels. Le F.: Ruiz Zorrilla a renoncé à toutes ses charges maçonniques. en septembre 1873

Lui a succédé le F.: Carvajal, qui a immédiatement cédé le poste au F.: Mañan, qui avait, lui aussi, renoncé à ses charges en même temps que Ruiz Zorrilla- Ceci, pour essayer d'arriver a une conciliation maçonnique. Des élections ont eu lieu le 18 septembre 1873, étant élu comme Souverain Grand Commandeur le F.: José de Carvajal, éminent avocat et ministre de la Première République espagnole.

On a procédé, à ce moment-là, à une réorganisation complète des Corps Philosophiques et Symboliques, et eurent lieu en 1869, les premières manifestations publiques de la Famille Maçonnique Espagnole, à l'occasion des funérailles maçonniques du Frère et brigadier D. Amable Escalante, funérailles qu'a présidé le ministre de Marine, et, plus tard, à l'occasion des obsèques de l'Infant Enrique et du général Prim.

La restauration de la monarchie bourbonienne en la personne d'Alfonso XII, a semé, encore une fois, la désunion dans la Famille Maçonnique Espagnole, vu l'existence, en plus du Suprême Conseil régulier, deux Suprêmes Conseils irréguliers. Telle situation tellement confuse, a donné lieu à ce qu'aucune représentation espagnole ne puisse assister à la Réunion Internationale (Couvent Mondial) des Suprêmes Conseils du Rite Ecossais Ancien et Accepté qui s'est tenue à Lausanne (Suisse), en 1876.

En 1881, le T.:I.: & P.: F.: Antonio Romero Ortiz est resté comme seul Souverain Grand Commandeur légitime et régulier, en étant reconnu comme tel, en 1882, par le T.:I.: F.: Albert Pike, Souverain Grand Commandeur de la Juridiction Sud des Etats-Unis, et, successivement, par les Suprêmes Conseils d'Ecosse, d'Irlande, de la Grèce, etc.

Le 20 janvier 1884, est mort le T.:I.: F.: Antonio Romero Ortiz. Alors, pour la première et unique fois dans l'histoire du Suprême Conseil, pour occuper la charge de Souverain Grand Commandeur, qui, à cette époque, était aussi celle de Grande Maître du Grand Orient symbolique, a été convoquée une élection directe par le Peuple Maçonnique. L'élection a eu lieu le 15 août 1884 ; et son résultat, qu' il est curieux de consigner, a été le suivant : Manuel Becerra, 2.237 votes; Emilio Castelar, 605; Manuel Ruiz Zorilla, 478 ; Manuel del Llano Persi, 296 ; José María Beranger, 118; Juan Téllez Vicent, 23; Praxedes Mateo Sagasta, 12; Victor Balaguer, 5; Sergio Martín du Bosch, 4; José Carvajal, 2; et Juan Utor Fernández, Sebastian Salvador, Francisco Pí y Margall, Buenaventura Roignet y José María Panzano, un vote chacun.

Suite à la démission, en 1889, du Souverain Grand Commandeur Manuel Becerra en faveur du Lieutenant Grand Commandeur Ignacio Roses,

une nouvelle ère de confusion s'est produite, en voulant, une partie du Symbolisme, s'approprier de l'autonomie du Suprême Conseil. Le 8 février 1889, la fusion des deux Obédiences Symboliques, le Grand Orient d'Espagne et le Grand Orient National, a été accordée. Ainsi est né le Grand Orient Espagnol, sous la direction du F.: Miguel Morayta Sagrario, qui a aussi été nommé, Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil en remplacement du F.: Manuel Becerra

Avec l'avènement de la Dictature du général Primo de Rivera (13 septembre 1923), la Maçonnerie Espagnole s'est à nouveau trouvée dans une situation difficile. Ses Ateliers ont dû accentuer la clandestinité des Travaux Maçonniques. Le jour du 1er avril 1924, il a été convenu, par un accord solennel et mis en document, conclu entre le Grand Conseil Fédéral Symbolique du Grand Orient Espagnol et le Suprême Conseil d'Espagne, pour réformer les Statuts du Suprême Conseil, afin que l'indépendance du Symbolisme de ce dernier soit reconnue : déclarer subsistants les accords de 1922, relatifs à l'autonomie des Grandes Loges Régionaux, se reconnaître mutuellement leur autorité, et du Grand Orient Espagnol sur les trois premiers Degrés Symboliques et du Suprême Conseil d'Espagne sur les Degrés appelés Philosophiques; depuis le IV^o au XXXIII^o.

Le 14 avril 1931, la Monarchie a été supprimée et la Seconde République a été établie. L'implantation d'un régime libéral et tolérant a permis à la Maçonnerie espagnole de travailler avec une plus grande sécurité et efficacité. À cette époque, étaient membres actifs du Suprême Conseil, les I.: & P.: F.:s Augusto Barcia, Diego Martínez Barrio, Ángel Rizo, Demófilo de Buen, Fermín Zayas, José Boch, Evelio Torrent, José Estruch, Manuel Nieto, Antonio Montaner, Manuel Portela Valladares, Francisco Soto Mas, Juan Manuel Iniesta, Isidro Sánchez Martínez, Miguel de Benavides, Pedro Las Heras, et Julio Hernández.

Le 18 juillet 1936, s'est produit un soulèvement de plusieurs généraux qui ont pris les armes contre le régime démocratique de la Seconde République. En la zone d'Espagne sous domination des soulevés, un massacre

systematique a été a pratiqué; non seulement des maçons, sinon de beaucoup de malheureux, la majorité des libéraux modérés qui semblaient appartenir ou avoir appartenu à la Maçonnerie.

La Maçonnerie espagnole, qui n'avait jamais intervenue dans les hasards de la vie politique, ne pouvait rester neutre devant un soulèvement militaire qui attentait contre ses propres idéaux libéraux et démocratiques, et qui la transformait en objet d'une persécution tellement cruelle. Dans la lutte par la Liberté qui se produit en Espagne, de 1936 à 1939, la Maçonnerie Espagnole a joué un important rôle dans la défense de la Patrie et de l'État de Droit.

Durant la Guerre Civile Espagnole, et à postériori, la persécution de la Maçonnerie s'est accentuée, par une partie des militaires rebelles, qui arrivèrent à lui donner une « forme législative »; ce qui entraînerait la dure dénomination de «génocide» préméditée. Ainsi, ils ont dicté le 1^{er} mars 1940, l'ainsi nommée, Loi de Répression de la Maçonnerie et du Communisme, dans laquelle on compare arbitrairement, à des effets répressifs, deux idéologies qui n'ont entre elles aucune relation d'affinité philosophique ou organique.

La Guerre Civile espagnole et la féroce persécution des Frères Maçons espagnols par la Dictature du Général Franco, ont obligé beaucoup d'eux à abandonner l'Espagne, avec une grande déception au cœur et une rupture dans leur vie.

Le Suprême Conseil du Mexique, en accordant un Asile Fraternel au Suprême Conseil d'Espagne, a établi, avec celui de l'Angleterre au XIXème siècle, un précédent de Jurisprudence Maçonnique inspiré par le plus élevé sens de la Fraternité.

La concession de l'Asile au Suprême Conseil d'Espagne, a été approuvée en Session Générale Extraordinaire du Suprême Conseil du Mexique, le 3 février 1943, et le le Décret correspondant a été émis.

En avril de l'année 1961, a été publié au Mexique D. F. une « *Histoire du Suprême Conseil du 33^o Degré pour l'Espagne et ses dépendances et de la Maçonnerie Espagnole* ». Ce travail, réalisé par le Suprême Conseil d'Espagne

en exil, est un excellent guide pour connaître notre Histoire et les noms des Frères qui l'ont forgée. Plus de mérite est dû aux auteurs de cet effort, si nous tenons compte que les archives du Suprême Conseil se sont perdues, ou ont été volontairement détruites, pour éviter que la Dictature du Général Franco les réquisitionne, ce qui pourrait occasionner des conséquences présumables. Une partie des archives a été transférée à Paris et, postérieurement, encore une fois détruite, pour empêcher que les troupes d'une autre dictature les saisissent. (Les dictateurs n'aiment pas de la Maçonnerie, puisqu'elle a comme fond la Liberté des peuples et des individus)..

En lisant l' « *Histoire du Suprême Conseil d'Espagne* », modestement publiée, on peut vérifier que la lignée de succession des Souverains Grands Commandeurs, est légale, régulière et sans interruption ; depuis le premier, D Miguel d'Azanza, jusqu'à nos jours.